

## Préambule

Le débat a eu lieu au Lycée Technologique et Professionnel E. Bugatti d'ILLZACH dispensant à des élèves en formation initiale un enseignement préparant aux métiers de l'automobile et du transport routier. L'établissement compte environ 720 élèves répartis du CAP au BTS. Un GRETA de 250 auditeurs le complète.

Le lycée est situé dans une zone industrielle, en périphérie d'une ville d'environ 200 000 habitants et draine un public à la fois local et extérieur à la région proche. Il dispose d'un internat.

Le débat a été mené en assemblée générale, animée par un intervenant issu du milieu universitaire, mais également en ateliers de réflexion.

Plus de la moitié de la communauté éducative et administrative était présente. Elèves et parents d'élèves étaient conviés. Le corps des professeurs a représenté de loin la majorité des personnes présentes.

Les sujets de discussion ont été sélectionnés après consultation de toute la communauté éducative et apparaissent dans la synthèse qui suit, selon l'ordre de priorité choisi.

## Sujet n° 8

*Domaine : Faire réussir les élèves*

*Sujet : Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?*

Le groupe est composé d'une majorité d'enseignants, de deux élèves, l'un de BTS, l'autre de CAP, d'un surveillant et d'une assistante d'éducation. Le constat va du général au particulier, de l'établissement à la classe.

Le ressenti des élèves a été le point de départ de la réflexion. Un élève de BTS définit l'expression « travailler efficacement ». Selon lui, il s'agit de « travailler » dans un but personnel, individuel et « efficacement » sous-entend la prise en considération des attentes du professeur et du pacte que ce dernier passe avec l'élève.

Au travers d'une enquête réalisée par un professeur avec des jeunes CAP, des constats de manque apparaissent liés au travail en groupe, aux sanctions, à l'évocation en classe des sujets d'actualités, à l'assistance d'écoute. Améliorer ces domaines ne pourrait-il pas motiver un peu plus les élèves ? Les élèves ont exprimé ici un sentiment partagé par le corps enseignant.

Comme le souligne un élève de BTS, les jeunes n'ont pas toujours conscience de l'importance de l'école, et cette prise de conscience dépend du degré de maturité de chacun. D'où les questions suivantes :

- Quand les jeunes trouveront-ils la motivation nécessaire ? Et où ? Au sein de l'école ou ailleurs ?
- Comment réconcilier les élèves avec le système scolaire, sachant que certains l'intègrent déjà avec des a priori concernant soit une discipline, soit le lieu même de l'école, et de ce fait ne le perçoivent pas comme un lieu d'apprentissage ?
- Un surveillant rappelle une discussion partagée avec un groupe difficile, pour qui la motivation est de ne « pas faire », tout en gagnant rapidement un maximum d'argent, et de surcroît par des activités souvent illégales. Cette constatation rappelle l'impact de la vie des banlieues sur l'école, et aussi l'importance des besoins financiers et matériels des jeunes.
- Apparaissent également l'expression d'une angoisse face au chômage et le sentiment de sous-qualification en regard de la demande croissante des entreprises.

Les jeunes trouvent ainsi prétexte à se cacher, à baisser les bras et justifient par là même leur comportement perturbateur en classe.

- Trouveront-ils alors à l'école un lieu de confiance leur permettant d'acquérir des connaissances valables pour eux et pour le monde du travail ?
- Comment travailler pour coller au plus près du monde qui les attend ?

A ces interrogations s'ajoute le problème de l'orientation dès la 3<sup>ème</sup>. Faut-il préparer les élèves aux attentes professionnelles, grâce à une information suffisante passant par davantage de vécu dépassant les fiches d'orientation traditionnelles dans lesquelles les jeunes n'arrivent pas toujours à se représenter le métier.

Dans un établissement automobile, on pourrait penser que le choix des filières professionnelles ne s'est pas fait par hasard et que la motivation des élèves serait plus grande. Or, la question des quotas montre bien que l'orientation est parfois imposée et qu'il en résulte alors un déséquilibre entre les jeunes motivés et ceux qui viennent par obligation.

- Donc, comment créer une ambiance de travail qui permettrait, d'une part de motiver l'élève et d'autre part de le protéger, de lui donner envie de s'accrocher et de poursuivre ses études ?
- Les sanctions ou la mise à l'écart des élèves perturbateurs qui semble trop « facile », sont-elles des solutions ?
- Faut-il alors tenter de re-motiver « les bons » élèves, de récupérer les autres et jusqu' où aller, pour éviter l'effet tache d'huile dans la classe ?
- Les bons éléments trouveront-ils la force nécessaire de ne pas entrer dans un engrenage négatif susceptible d'engendrer une dégradation du climat général, voire leur démission en cours d'année scolaire ?
- Cette situation n'est-elle pas vécue par le professeur comme un échec personnel et culpabilisant ?

- L'intervention d'éducateurs ou autres partenaires sociaux n'est-elle pas essentielle pour prendre le relais et décharger l'enseignant, pas toujours formé à résoudre ces problèmes ? De plus, ne permettrait-elle pas à l'élève perturbateur de prendre conscience de ses actes et d'avoir ainsi plus de chance de se réintégrer dans la classe et dans le système scolaire ?
- Aussi l'enseignant est-il formateur, éducateur ou les deux ?
- La cohésion d'une équipe pédagogique élargie n'est-elle pas souhaitable ? C'est alors que se pose le problème du temps pris pour la communication au sein de cette équipe. Faut-il à cet effet prévoir une plage dans l'horaire du professeur ?

L'individualité des élèves, leurs différences, leur vécu, leur diversité de goûts et d'affinités remettent en cause la méthode unique. Comment peut-on individualiser l'enseignement vu les contraintes d'horaires et de programmes ?

- Comment la classe et son hétérogénéité peut-elle contribuer à la motivation générale ?
- Quelle structure géographique de la classe peut le mieux correspondre à un travail efficace, aussi bien pour l'enseignant que pour l'élève ?
- Comment les méthodes d'enseignement général pourraient-elles correspondre davantage aux méthodes d'apprentissage en atelier ?

Les nouveaux outils pédagogiques pourraient représenter une nouvelle source de motivation pour les élèves et aider par là même les enseignants notamment les jeunes collègues. Mais se posent alors le problème de la formation des enseignants et de la communication de ces outils au sein de l'établissement.

## Sujet n° 1

*Domaine : Définir les missions de l'école*

*Sujet : Quelles sont les valeurs de l'Ecole Républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?*

Face à ce sujet, la première question qui vient sur toutes les lèvres est : « quelles sont donc les valeurs de l'Ecole Républicaine ? »

Les premiers mots qui jaillissent :

- l'obligation d'instruction,
- la gratuité de l'enseignement,
- la laïcité,
- la neutralité idéologique.

Aujourd'hui, une nouvelle mission est attribuée à l'Ecole : l'aide à l'insertion dans la vie professionnelle. Mais ni l'instruction, ni l'insertion ne doivent être privilégiées l'une par rapport à l'autre. Au contraire, l'instruction doit même aider à l'insertion.

Dans notre lycée automobile, les missions sont aussi les suivantes :

- l'apport de connaissances, accompagné d'une validation des acquis,
- l'éducation à la citoyenneté,
- l'aide à l'insertion professionnelle, par l'intermédiaire des stages en entreprises et par le contact avec la clientèle.

Tout le monde s'accorde pour dire que, de nos jours, les valeurs de l'Ecole citées précédemment sont relativement bien connues. En revanche, il est plus difficile de les reconnaître et de les accepter, car elles sont en opposition avec les valeurs que prône notre société (liberté individuelle, diversité des cultures et surtout des modes d'expression...)

De plus, il existe un décalage entre les idéaux que l'on attribue à l'Ecole et la réalité de la vie (chômage, difficultés d'insertion et d'intégration, et ce quel que soit le diplôme). Il y a donc une perte de confiance vis-à-vis de cette Ecole qui ne semble plus sûre de son rôle.

Un autre problème est soulevé, en rapport avec une des questions proposées par le ministère : l'Ecole doit-elle s'adapter aux évolutions de la société (mode, « culture jeune », intégration des médias dans l'éducation etc...) ou doit-elle au contraire s'y opposer catégoriquement ?

La formation et l'instruction dispensées conditionnent beaucoup l'insertion dans la future vie professionnelle des élèves, il y a donc un réel besoin d'adaptation de l'Ecole à l'évolution du monde du travail, afin qu'il n'y ait pas de décalage à la sortie.

De plus, l'extérieur de l'Ecole est le siège d'une culture des « médias de masse », et donc axée sur le divertissement et l'image, non compatible avec la culture de l'écrit que développe l'Ecole. Faut-il donc résister à l'invasion de ces médias ou au contraire les intégrer dans l'éducation afin de toucher les jeunes de plus près ?

Est alors soulevée la question du collège unique. En effet, la suppression de la sélection pour entrer au collège n'a pas forcément eu l'effet escompté puisqu'il y a toujours des laissés-pour-compte qui vont « chauffer les radiateurs » du fond de la classe. Préserver les personnes en difficultés en leur épargnant le redoublement ou une sélection par l'examen n'efface finalement aucune inégalité, mais tendrait même à les renforcer.

Faut-il alors s'inquiéter du fait que les élèves du primaire ont des devoirs du soir ? Normalement, la loi est contre ce système, mais les parents qui ont le temps de s'occuper de leurs enfants réclament ces travaux pour le soir afin de leur donner plus de chances. Ceci crée des inégalités avec ceux dont les parents sont moins disponibles. Un professeur répond que si les devoirs du soir étaient supprimés, alors l'éducation ne serait plus efficace car les enfants ne retiendraient plus que 10% de ce qu'ils savent aujourd'hui.

Sont également remis en questions les classes vertes, classes de neige et autres divertissements proposés par l'Ecole et que ce serait plutôt aux parents de pratiquer ce type de culture générale. L'Ecole ferait mieux d'insister sur les bases telles que le calcul, la lecture et la maîtrise du français.

Vient alors la question de l'éducation parentale.

- Les parents ont-ils démissionné ou sont-ils tout simplement dépassés ou submergés par leurs propres problèmes ? Le constat est que le pilier parental d'avant les années 1970 a maintenant disparu pour laisser la place à une autre forme d'autorité parentale où l'épanouissement et l'autonomie de l'enfant sont privilégiés.
- L'Ecole doit-elle s'adapter à ce changement ? La loi de 1989 plaçait l'enfant au centre du système éducatif, imposant ainsi de prendre en compte les individualités. Mais ne vaut-il mieux pas placer la culture et les savoirs au centre de l'éducation afin de rester dans « l'universalité des savoirs », autre valeur de l'Ecole ?

Si l'on parle des individualités, il faut aussi souligner les problèmes d'égalité. Mais il faut être très clair, on parle ici de l'égalité des chances, car il ne peut exister d'égalité du point de vue du niveau scolaire.

Immédiatement, la décentralisation arrive au cœur du débat. Certaines régions seraient alors laissées à l'abandon, renforçant les inégalités déjà existantes et en créant d'autres !

Mais il y a aussi le problème de la sélection, avec les examens. Cette sélection apparaît pour tout le monde nécessaire, mais il est indispensable qu'elle ne s'oppose pas à l'égalité des chances.

Ne faut-il donc pas plutôt privilégier un savoir commun afin de lutter contre la « fracture sociale » ?

Il y a aussi le problème de la mixité... La parité semble alléchante, mais toutes les filières ne peuvent être accessibles aux filles, ne serait-ce que pour la différence de capacité physique. Il ne faut donc pas forcément s'atteler à cette parité, mais plutôt favoriser cette fameuse égalité des chances. En revanche, il est impensable de revenir en arrière par rapport à la mixité, puisqu'elle fonctionne à l'Ecole et que l'expérience faite aux États-unis n'est pas forcément concluante.

Et la laïcité ? Il faut la garder telle qu'elle est aujourd'hui, à savoir mettre tout le monde sur le même plan et ne tolérer aucun signe extérieur d'appartenance religieuse. On évoque alors le statut particulier de la région Alsace et le cas récent de Thann, concernant le port du voile. Le problème pourrait venir des médias qui ne cessent leur rengaine sur la laïcité et ont tendance à tout assimiler au fanatisme religieux. Il y a donc des difficultés à comprendre réellement l'enjeu de ce thème, et il semble important de souligner que la plupart des jeunes vivent leur religion comme une tradition, un mode de vie, mais sans pour autant être remplis de convictions.

## Sujet n° 15

*Domaine : Faire réussir les élèves*

*Sujet : Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ?*

A la question, « le lycée est-il victime de violences scolaires ? », bon nombre de professeurs ont répondu par l'affirmative et constatent que violences et incivilités font désormais partie de leur quotidien.

Comment se manifestent ces phénomènes ?

Ils sont de toutes natures :

- Les violences verbales sont les plus répandues, dirigées aussi bien vers les professeurs que vers d'autres élèves. Les menaces les plus courantes étant celles visant la voiture d'un professeur. Les injures entre élèves sont devenues si courantes que l'insulte fait partie intégrante de leur langage. Ainsi, pour certains d'entre eux, il devient normal de traiter leurs camarades de « fils de... », par exemple. L'injure devient si banale qu'elle en perd son sens et son poids. D'un autre côté, une simple et légitime demande de lecture de la part d'un professeur de français est considérée par ces mêmes élèves comme une agression.
- Pressions, intimidations, menaces se concrétisent parfois par des bagarres et des règlements de compte entre élèves, à l'extérieur de l'établissement.
- Vols, racket et autres phénomènes de bandes liés aux « quartiers », viennent s'ajouter au reste.
- Ont été constatées également des intrusions extérieures, des véhicules étrangers rentrant dans la cour du lycée pour un bref espace de temps, mais suffisant pour perturber le déroulement d'un cours où les élèves sont plus intéressés par ce qui se passe à l'extérieur.
- La bande et le « quartier » cherchent parfois à faire force de loi jusque dans les classes, où des élèves se prennent pour des caïds et cherchent à faire des émules.
- A cela s'ajoutent d'autres manifestations désagréables pour tous, quotidiennes et tenaces, à savoir mouchoirs usagers, crachats, déchets de toutes sortes...

Cependant, à ce tableau noir, les professeurs apportent précisions et bémols :

- Les enseignants sont d'accord pour admettre que les violences et les incivilités sont le fait d'une minorité d'élèves et que le phénomène atteint plus particulièrement les sections professionnelles, les sections technologiques étant beaucoup plus épargnées. Il n'empêche que le comportement de deux à cinq élèves suffit à pourrir toute une classe.
- Alors, peut-on parler encore de respect à l'égard du professeur ? oui, certes, mais le « oui » reste timide. Même les élèves qualifiés de bons éléments se sentent trop souvent dépassés eux aussi, blasés parfois. Ils hésitent à s'exprimer et ne se révoltent pas.
- Les mêmes intervenants constatent aussi qu'il s'agit quelque fois d'un passage difficile chez des élèves qui posent problème en BEP, mais qui, arrivés en Bac Pro ou dans la vie active ont évolué, du fait même qu'ils sont plus mûrs et sortis de l'adolescence.
- Certains professeurs font également remarquer que les périodes de stage laissent apparaître dans certains cas un travail plus sérieux au sein de l'entreprise de la part d'élèves qui en classe faisaient preuve d'un comportement difficile. Ce qui pose le problème de la motivation d'élèves qui s'ennuient à l'école.

Malgré tout, la situation reste difficile pour la plupart des professeurs des sections professionnelles. Après avoir tenté de mettre des mots sur cette situation, ils veulent en cerner les causes :

- La société, bien sûr, est au banc des accusés. Importée à l'école, elle est trop souvent un contre-modèle.
- L'absence de motivation des élèves.
- L'insuffisance d'espace au lycée et l'absence de certaines structures : foyer d'élèves, salles de permanence...

- Le manque de personnels : un seul aide-éducateur et non formé de surcroît pour s'occuper d'élèves exclus de cours, par exemple, ne peut faire face efficacement à des situations parfois explosives.
- Certaines familles elles-mêmes en difficulté, bien que celle-ci ne soit pas forcément d'ordre économique. Les parents de nos élèves ne sont pas des « miséreux ».
- L'absence de fermeté dans la vie de nos jeunes en général.
- Le manque d'éducation qui va de pair, dans des familles qui sont elles-mêmes déjà marginalisées.
- L'obligation d'accepter les élèves à la sortie du collège, quelque soit leur niveau et jusqu'à remplissage total de l'établissement.
- Les sanctions souvent inopérantes, qui ne sont plus un moyen de pression. La mauvaise note n'est plus un repère pour un élève en échec scolaire.

Les deux derniers points cités ont été mis en parallèle avec la situation dans les GRETA ou les CFA. Dans les premiers, il s'agit d'une population d'adultes sélectionnés par l'entreprise. Dans les CFA, la motivation est aussi plus présente car le salaire reste un moyen de pression efficace, ce qui n'exclut pas totalement, là non plus, les problèmes de discipline.

Et les professeurs dans tout cela ? Malgré un sentiment d'impuissance et la tentation du découragement, ils ne baissent pas les bras pour autant. Tout en déplorant certaines situations, ils admettent que leur rôle peut être primordial. Mais là, surgissent d'autres interrogations :

- L'enseignant doit-il prendre en charge les problèmes de la société ?
- Où se situent les limites du rôle éducatif ou pédagogique d'un enseignant ?
- Le professeur est-il formé à un métier où on lui demande davantage d'être un « flic », plutôt qu'un enseignant ?
- Il ne rechigne pas devant la tâche et notamment l'aide à apporter aux élèves en difficulté comportementale, mais c'est au détriment des autres élèves. Passer vingt minutes minimum à régler un problème dans une classe empiète plus que largement sur un cours de cinquante cinq minutes. Que de perte de temps avec des élèves qu'on n'arrive finalement pas à récupérer.
- Des solutions, y en a-t-il ? Sont-elles du ressort des professeurs dans l'état actuel des choses ? Sont-elles à trouver en amont, en aval ? Y a-t-il en amont un travail qui n'a pas été fait ?
- Les conseillers d'orientation psychologues n'ont-ils pas eux aussi un rôle à jouer au niveau du collège ?
- Et les parents ? Eux aussi se sentent parfois dépassés.
- L'exclusion des élèves n'est une sanction satisfaisante pour personne.
- La solution réside-t-elle dans la solidarité de toute une équipe éducative ?

Autant de questions évoquées dans ces pages et auxquelles les mêmes intervenants tenteront de répondre lors du second débat.

## **Conclusion**

Les débats se sont déroulés de façon démocratique et ouverte. Aucune question n'a été éludée. Il ne s'agissait pas d'un débat syndical et aucune Autorité n'a été mise en cause.